



CODESRIA

12th General Assembly
Governing the African Public Sphere

12e Assemblée générale
Administrer l'espace public africain

12a Assembleia Geral
Governar o Espaço Público Africano

ةي عم جلا ةي موم علا ةي ن اشل ارشع
حكم الفضاء العام الإفريقي

**Forum social marocain, espace de convergence, de
production et de réappropriation de l'espace public**

Bouchra Sidi Hida
CERSS, Université Mohamed V



07-11/12/2008
Yaoundé, Cameroun

Résumé

Le Forum Social Marocain constitue un lieu de dialogue, d'échange et de réflexion pour les altermondialistes marocains. C'est un espace social qui a rendu aisé la convergence d'une diversité d'acteurs sociaux (organisations associatives et syndicales, mouvements sociaux...), d'objectifs et d'activités mais également des relations sociales tout aussi diversifiées. Cette diversité est gérée par le respect des différences qui constitue l'une des valeurs principales ayant rendu possible la production de ce nouveau modèle de convergence qu'est le Forum Social. Ce dernier œuvre pour des espaces de débats et d'organisations flexibles qui favorisent la mise en place des synergies et des actions porteuses de logiques solidaires et démocratiques tout en s'opposant à l'établissement d'une quelconque organisation rigide susceptible d'englober les différentes composantes du mouvement altermondialiste. Ce mouvement, bien qu'il soit influencé par les altermondialistes internationaux du fait même de son approbation de la charte de Porto Algre, il n'en demeure pas moins que son origine trouve ancrage dans l'histoire du militantisme marocain (associations des Droits humains, des Droits de femmes, des amazighs...).

Dans une perspective émancipatrice, ces différents acteurs sociaux s'opposent à l'homogénéisation culturelle et à la pensée unique qui favorise l'idéologie néolibérale. L'implication des altermondialistes marocains dans cet espace public et son réappropriation a pris corps dans des questions qui relient la mondialisation à l'enseignement au Maroc et son devenir, à l'agriculture, à la privatisation des biens publics, à la gestion déléguée, à la santé, aux conditions de travail des ouvriers, aux Droits humains, aux Droits des femmes, aux Droits culturels, à l'immigration...

Cette vision émancipatrice qui essaie de se renouveler au sein des Forums sociaux risque à tout moment d'être entravée parce qu'elle est plus présente dans les utopies des altermondialistes que dans les liens et les réalités qui les entourent et les structurent mais qu'ils n'arrivent pas encore à atteindre. L'évolution des Forums sociaux en terme de diversité, de taille mais aussi en terme de déficiences démocratiques internes de certaines organisations constituant le mouvement altermondialiste marocain sont un obstacle à cette évolution.

Notice biographique

Bouchra Sidi Hida est docteure en Sciences sociales (développement, environnement, population) de l'Université Catholique de Louvain (UCL) en Belgique, chercheure au Centre d'Etudes et de recherches en Sciences sociales (CERSS), Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat, Agdal. Sa thèse porte sur le mouvement altermondialiste marocain pour laquelle, elle a menée des recherches au niveau national et international. bsidihida@yahoo.fr

Introduction

Dans sa troisième édition organisée en 2006, le Forum Social Marocain (FSMaroc) en tant qu'espace social de dialogue, d'échange et de réflexion pour les altermondialistes marocains, a réussi à acquérir une place au niveau national, régional voire continental et international. Si le premier FSMaroc organisé à Bouznika en 2002 ne comptait que 400 représentants d'associations de différentes régions du Maroc, les autres Forums Sociaux tenus respectivement en juillet 2004 et 2006, ont vu leur nombre se multiplier pour atteindre plus de 2000 participants représentants d'ONG, d'associations locales, de syndicats mais aussi de mouvements sociaux. La présence de représentants arabes, africains et occidentaux est remarquée à chaque Forum Social Marocain. Au sein de ce dernier, sont soulevés des thèmes diversifiés qui, préoccupent particulièrement la société marocaine mais aussi le Maghreb, le monde Arabe, l'Afrique, l'Europe...

Le but de cette communication est double : tenter en premier lieu de comprendre, d'analyser les acteurs altermondialistes dans leurs rapports sociaux, dans leur convergence vers le Forum Social et d'en dégager les logiques qui les structurent. Dans un deuxième temps, essayer d'examiner les caractéristiques fondamentales et les limites de leur convergence.

Contexte général, entre global et local

Avec le processus de mondialisation qui s'intensifie et s'accélère depuis les années quatre-vingt, la fin de la guerre froide, la disparition de l'Union soviétique au début des années quatre-vingt-dix et la chute des régimes communistes, l'économie du marché incarnant une nouvelle forme du capitalisme libéré de toutes contraintes semblait être loin de tout discrédit. La légitimité de l'Etat social fut remise en cause, de même que le tiers-mondisme. La plupart des économies des pays, dont le Maroc, se sont ouvertes au libre-échange et à la concurrence pour favoriser une croissance économique efficiente. Pour les détracteurs de la mondialisation

libérale, le marché globalisé est synonyme d'ouverture et d'intégration. Pour eux, ce processus inévitable, irréversible et bénéfique est aussi prometteur de démocratie dans le monde.

Dans ce contexte où prédomine une idéologie et des politiques néolibérales incarnant le « processus de Washington », émerge l'altermondialisme en réponse à ces politiques en tant que mouvement de contestation qui s'oppose « au néolibéralisme, à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme » (Charte des principes du Forum social Mondial, art1). Loin d'être un mouvement social qui suppose un ensemble d'individus se reconnaissant dans une identité commune, ayant un même adversaire et des enjeux communs (Touraine, 1973), ce mouvement, sous le poids des marchés et de la culture internationale de masse, s'oppose à une homogénéisation culturelle et revendique le droit d'exister et de produire ses propres formes de vie culturelle (Wieviorka, 2003, p. 40).

Ce mouvement en construction a émergé pour contrer une certaine mondialisation qui réduit l'être humain à une marchandise. En approuvant la charte de Porto Alegre, différents acteurs de nationalités et d'horizons divers se réunissent depuis 2001– les contestations ont commencé bien avant cette date– au même moment que le Forum économique de Davos pour dénoncer les politiques néolibérales conçues par les acteurs économiques et mises en place par les acteurs politiques nationaux.

Pour ce qui concerne le Maroc, les déséquilibres économiques, politiques et leurs répercussions sociales à la fin des années soixante-dix, début des années quatre-vingt l'ont contraint, sous des conditions de la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), à des réajustements structurels (PAS) afin de compenser sa dette et de rétablir un équilibre macro-économique. Ces réajustements ont permis de mieux asseoir sa politique libérale et d'inscrire son économie dans l'économie mondiale. Pour ce faire, un processus de réformes fut entamé (politique, économique, financière, fiscale et sociale) depuis les années quatre-vingt-dix, exprimant ainsi la volonté du Maroc de participer au marché mondial.

Parallèlement et dans la mesure où l'Etat se trouvait de plus en plus incapable de satisfaire une population jeune et grandissante, il réduisit son rôle et laissa plus de place au secteur privé et à la société civile. L'évolution de cette dernière et son émancipation fut ainsi la

conséquence de cette grande latitude de la part de l'Etat afin de l'appuyer aux défis du développement. (Denoeux, 2004, p.88). Par ailleurs, la mise en place des réformes nécessite un « dialogue social » entre le gouvernement, le secteur privé et les syndicats. Ce qui n'a pu avoir lieu sans négociations et compromis donnant lieu à un consensus entre les protagonistes, annonçant le passage de la culture d'affrontement à une culture de dialogue et de consensus. Inaugurant ainsi une nouvelle ère d'ouverture du Maroc sur son environnement extérieur marquée par la mise en place du gouvernement d'alternance en 1998.

Ce climat politique fut marqué par une réelle volonté politique visant l'amélioration des conditions socioéconomiques et politiques à différentes échelles (Droits de l'Homme : création du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) ; de l'Instance équité et réconciliation (IER) ; Droits sociaux, économiques et culturels : l'initiative nationale des droits humains (INDH) ; cartographie de la pauvreté, précarité ; programmes de lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la précarité...).

Malgré les efforts déployés et les chantiers ouverts, les conditions socioéconomiques demeurent encore alarmantes. D'après le recensement national de 2004 et sur une population de 29 891 708 d'habitants dont 31,6% ont moins de 15 ans, quatre millions d'habitants sont touchés par l'exclusion sociale dont 2% vivent en situation de précarité (200 000 enfants, femmes, personnes âgées). Dans le domaine de l'éducation, 48 % de la population âgée de 15 ans et plus est analphabète alors même que le taux national d'inscription à l'enseignement primaire est de 92% (82% garçons ; 89% filles). Le chômage urbain génère une grande exclusion qui touche particulièrement les jeunes diplômés avec un taux de 26%, accompagné des licenciements qui s'accroissent.

Une conscience collective de lutte contre la mondialisation libérale a resurgi annonçant le retour des acteurs sociaux et leur convergence vers le Forum Social Marocain. Ces acteurs constituent l'une des composantes de la société civile marocaine contestant les impacts de la mondialisation libérale. Par ailleurs, la lutte contre le néolibéralisme semble récente en Afrique, continent qui, pour certains, cherche avant tout, « de se redéfinir nationalement et de créer son identité politique » (Houtart, 2008). Néanmoins, pour les acteurs marocains, cette lutte n'est qu'une « continuité des luttes que nous avons mené et continuons en tant que classe ouvrière avec les partenaires, les mouvements sociaux...contre les impacts de la privatisation ou de la protection des secteurs publics... » [1]. En effet, son origine est à chercher dans

l'ancrage historique du militantisme des acteurs sociaux l'ayant impulsés. Chaque acteur social a l'habitude de militer seul pour la cause qui le concerne directement. Actuellement, ces acteurs en convergeant vers les Forums Sociaux, déplacent le champ de l'action de la production/travail vers un champ culturel.

Forum social marocain, espace de convergence pour quels adversaires et quels enjeux ?

Depuis décembre 2002 jusqu'à maintenant, le Forum Social Marocain a accru une certaine visibilité quant aux sujets et préoccupations altermondialistes sur la scène politique marocaine et internationale. Il s'est imposé dans le débat national au sein de l'opinion publique par l'engagement des acteurs altermondialistes diversifiés et d'horizons différents convergeant vers le Forum Social Marocain pour des contestations qui intègrent une dimension économique en dénonçant le néolibéralisme et ses répercussions, une dimension politique pour consolider la démocratie, les Droits humains, économiques, sociaux et les libertés d'expression mais aussi individuelles.

Leurs revendications s'inscrivent en plus dans une sphère culturelle et identitaire qui réaffirme une diversité culturelle faisant face à une homogénéisation culturelle pouvant être « excluante ». En plus de la contestation, les altermondialistes en proposent des alternatives. Une nouvelle culture de l'engagement et de nouvelles perspectives du politique se projettent dans l'avenir du local vers le global et vice versa pour une reconnaissance de cette diversité inhérente du mouvement altermondialiste. Il est aussi nourri par des débats, des échanges de pratiques, des manifestations et des solidarités qui se tissent et se structurent du local au global par des acteurs sociaux, notamment les acteurs associatifs, noyau central de l'altermondialisme.

Loin d'une identité centrée sur la nation, la communauté ou la religion, l'identité altermondialiste est liée à une affirmation d'une conscience d'un conflit pour la maîtrise et l'utilisation des ressources naturelles d'une société. (Touraine, 2005, p. 251) Ce mouvement rassemble une diversité d'acteurs sociaux (organisations associatives et syndicales, mouvements sociaux...) [2], à différents objectifs et à relations sociales tout aussi diversifiées convergeant vers l'altermondialisme et se mobilisent dans les Forums Sociaux. Pour ancrer cet événement dans la société marocaine et connaître par-la même occasion les contraintes des populations, 13 Forums Sociaux locaux furent organisés dans les différentes régions du territoire marocain. Chaque région traite des thèmes qui lui sont spécifiques. Ils sont portés

par la suite vers le Forum Social Marocain. Ce dernier « ouvre des perspectives de perception, d'échange, de coordination et de rencontre en dehors du Forum Social étant limité dans le temps. Il ne dure que 2 à 3 jours...nous ne pouvons pas attendre tous les deux ans pour travailler ». [3] En effet, la clôture de l'événement ne signifie nullement la fin de travail des acteurs sociaux mais plutôt le début d'un travail en groupe en dehors du Forum social parce que cet espace de rencontre et de réflexion est un « processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives » (art2).

Une relation dialogique et récursive se maintient entre les gestionnaires de l'économie libérale et les altermondialistes. Ces derniers essaient de décrypter l'idéologie, les politiques néolibérales et les déstabiliser en les discutant et en les dénonçant au sein du Forum Social, lieu de convergence des citoyens et des peuples. Ils débattent des sujets en relation avec les politiques nationales, les discutent et peuvent les contester dans le Forum social. Ils adoptent une démarche qui consiste à débattre plusieurs thèmes, faire de l'expertise ou de la contre expertise et conclure par des appels. Le procédé de contre expertise fut entamé par le mouvement féministe marocain s'accompagnant de stratégies de la contestation et du lobby. Par le partage des connaissances, cette pratique est actuellement généralisée à d'autres acteurs sociaux (Droits humains et culturels...).

Les déclarations se font à titre individuel ou en groupe et n'engagent pas la totalité des acteurs du Forum social (art 7). C'est un espace ouvert « sans caractère délibératif » (art 6). Dès lors, aucune déclaration ne peut être prise au nom du forum et personne n'a le droit de le représenter, de décider ou de faire une déclaration en son nom. Il représente pour les altermondialistes marocains « un espace libre, autonome, non gouvernemental et non partisan et les autorités marocaines ont eu l'intelligence de le comprendre et de respecter cette autonomie et cet espace de liberté ». [4]

En effet, et comme souligné précédemment, l'ouverture politique amorcée par l'Etat fut une brèche pour les acteurs sociaux qui en tirent profit pour réinvestir et se réapproprier l'espace public. Ce dernier, favorise le débat et les discussions entre acteurs, ce qui renforce leur capacité à formuler des opinions et acquérir des arguments (Habermas, 1997, p. 387). Le Forum social n'est pour eux qu'un moyen : « le Forum Social, ne l'oublions pas, n'est qu'un espace et outil fondamental certes, mais non une fin en soi » [5]. Le Forum Social est dès lors

un espace de production, de reproduction et d'appropriation de l'espace public (Sidi Hida, *ibidem*).

Néanmoins, à la différence de ses adversaires néolibéraux, l'idéologie altermondialiste demeure encore entourée du flou alors même que ce sont les perspectives émancipatrices qui motivent les acteurs marocains à s'engager dans la mouvance, particulièrement pour les besoins d'une démocratisation. « La pensée émancipatrice a beaucoup travaillé. C'est grâce à elle qu'actuellement, beaucoup d'associations sont dynamiques...depuis les années 70 - 80... » [6].

Ces acteurs s'opposent à la pensée unique qui penche vers l'idéologie néolibérale et contre l'extrémisme. Leur implication dans cet espace social a pris corps dans des questions qui sont prioritaires et d'actualité reliant la mondialisation à l'enseignement et son devenir, à la santé, à la protection sociale, à la privatisation des biens publics, aux zones de libre-échange, à la gestion déléguée, aux Droits humains, des femmes, Droits culturels, à l'immigration, à l'environnement, à la question palestinienne, au travail décent, à la liberté d'expression, à la fuite des cerveaux,...

La démocratie, les Droits humains et sociaux constituent néanmoins le cheval de bataille des altermondialistes marocains et même maghrébins. « La lutte pour la démocratie est permanente et elle a besoin de toutes les forces démocratiques pour la réaliser et la prémunir contre les dérives et l'améliorer ». [7] En même temps, ces acteurs essaient de faire de « la question des Droits de l'Homme une affaire de toutes et tous les citoyens et non une affaire des associations spécialisées dans le domaine ». [8] Pour ce faire, un Observatoire des libertés publiques a vu le jour et rassemblent plus de 250 associations de différentes régions du Maroc qui travaillent sur la question. De même, des coordinations nationales et maghrébines, notamment la coordination des Droits de l'Homme, la coordination syndicale, la coordination des femmes maghrébines, des droits d'accès à l'eau et la protection de l'environnement, sont, soit maintenues, soit renforcées pour en faire un « outil de lutte qui s'inscrit dans la construction d'un Maghreb des peuples ». [9]

Cette diversité des thèmes mais aussi d'acteurs et d'objectifs constitue le trait fondamental du Forum Social Marocain où converge le mouvement altermondialiste. Il est dès lors « multipolaire, multiculturel et multilingue » (Cassen, 2003, p. 31). Ce qui permet de définir

son identité de « plurielle et fluide » (Sidi Hida, 2007, p. 118) parce que ; d'une part, elle se construit sur la base de plusieurs identités (mouvements féministes, mouvement des Droits humains, mouvement amazigh, mouvements des sans terre, mouvements paysans, syndicats, ONG, diplômés chômeurs...) déjà existantes ; d'autre part, elle incarne une dynamique continue de groupes qui interagissent entre eux avec une certaine fluidité et un relâchement dans les relations (Sidi Hida, *ibidem*).

Cette hétérogénéité qui converge vers le Forum Social Marocain et Mondial constitue ainsi un point fort du mouvement altermondialiste. « L'unité dans la diversité », slogan affiché par les altermondialistes, constitue pour eux une richesse, une valeur et un signe de leur engagement. Cependant cette volonté de maintenir cette hétérogénéité du mouvement l'empêche d'être un véritable mouvement social capable de formuler les mêmes enjeux et d'imposer sa vision à leurs adversaires. Parce qu'ils imposent leur politique aux Etats nationaux, ces derniers sont ciblés par le mouvement altermondialiste comme étant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale (BM), le Fonds Monétaire International (FMI), le G8... Au niveau national et local, il peut s'agir d'une politique de l'Etat, d'un acteur économique (entreprise délocalisée au Maroc...) ou politique, d'un représentant des pouvoirs publics...

En s'éloignant de cette perspective d'un mouvement unifié autour d'une organisation détenant le pouvoir et englobant tous les acteurs altermondialistes, le mouvement se construit plutôt par des actions concrètes, par des manifestations, par des échanges d'idées et de pratiques entre les différents acteurs de la mouvance. Dans cette optique, les altermondialistes ont adopté le modèle consensuel, « la prise de décision se fait de manière collégiale » [10] pour gérer leurs diversités. Ils ont construit de nouveaux liens ayant aidé à la mise en place d'une « solidarité en réseau » (Sidi Hida, *ibidem*). Cette solidarité en réseau a favorisé et facilité la communication mais a aussi rapproché l'information entre acteurs, générant ainsi une conscience collective qui n'arrive pas encore au stade d'une conscience de classe.

Il est à remarquer que la technologie informationnelle a joué un rôle déterminant dans la construction de ces nouveaux liens locaux, nationaux et internationaux aidant à la généralisation des revendications (Droits humains, ...) et des pratiques (commerce équitable...) du local au global et vice versa. La marche universelle des femmes en 2000 est un exemple concret. Les militantes féministes à travers le monde ont pu se mobiliser à la

même date et au même moment : « le net a joué un rôle important dans la mobilisation des femmes à travers le monde grâce aux e. mail... » [11] De même, grâce à cette solidarité en réseau et par un seul e. mail envoyé aux différentes organisations dans le monde, l'Attac-Maroc et l'UMT ont dévoilé et ont dénoncé les conditions de travail des ouvriers des entreprises étrangères installées au Maroc afin de faire pression sur elles.

En plus de la contestation, des altermondialistes proposent des alternatives tandis que d'autres se les approprient. Tel est le cas de la démocratie participative qui a commencé au Brésil. La tenue du FSM de Porto Alegre a permis à beaucoup d'acteurs altermondialistes de l'approcher de près et d'essayer de l'appliquer dans leur pays. De la même manière le commerce équitable est introduit dans beaucoup de pays où il n'existait pas auparavant.

Il est à noter que la convergence des acteurs sociaux vers cet espace social (national, global, transnational) est liée à la crise du champ politique et à la recomposition de l'espace local ou national (Agrikoliansky et Sommier, 2003, p. 11). Le relâchement dans les rapports entre sphère politique et sphère intellectuelle étant auparavant étroits, sont l'un des facteurs à la « désidéologisation du discours » (Sue, 2003, p.26) politique. Actuellement, il n'est plus la production d'une minorité d'intellectuels issus des partis politiques mais il est plutôt issu des questions et faits sociétaux qui sont mis en relief par les acteurs associatifs au sein des Forums Sociaux. « Nous faisons la politique autrement » [12]. Ce qui constitue l'inédit de l'action altermondialiste parce qu'elle s'oriente vers des formes plus ouvertes et moins formalisées que les organisations hiérarchiques, centres du pouvoir. Cependant, comme tout espace social, le pouvoir et ses mécanismes y sont omniprésents même s'ils ne sont pas reconnus ou reniés par les acteurs sociaux eux mêmes.

Les nouveaux acteurs associatifs altermondialistes ont une vision plus pragmatique basée sur des faits d'opinion et du terrain. En s'appropriant l'espace public, la politique perd progressivement sa force de persuasion ; par-la même, la crédibilité et la légitimité des acteurs politiques est remise en cause. Le politique n'est pas encore arrivé à remettre en question les conditions d'exercice du pouvoir et le partager avec les nouveaux acteurs sociaux issus de la société civile. Il n'arrive pas encore à inventer de nouvelle conception de la politique (Sue, 2003, idem).

Il n'empêche que même si la plupart des altermondialistes affirment qu'il n'y a pas d'enjeux de pouvoir, force est de constater qu'en l'absence de règles, des acteurs peuvent avoir une certaine influence sur la décision qui, prétendent, se prend de manière collégiale. Mais, la compréhension des acteurs altermondialistes transnationaux nécessite de les considérer à partir de l'histoire de leurs ancrages nationaux (Agrikoliansky et Sommier, 2003).

Les origines des acteurs altermondialistes marocains sont à rechercher dans les racines des années soixante, soixante-dix, au sein d'anciens militants de la gauche qui, réinvestissent le champ social avec de nouveaux procédés et de nouvelles pratiques. En convergeant vers cet espace qu'est le Forum Social, ils essaient de rompre avec les anciens procédés conformistes, les aillant incités à travailler et militer isolement. Ils tentent de mettre en place d'autres « alternatives » hétérogènes, de comportements, de discours, de propositions et par-là même de créer de nouveaux liens sociaux entre les différents acteurs constituant la mouvance.

Les altermondialistes marocains convergeant vers le Forum Social sont dès lors une fraction d'une société civile composée par des groupements, des mouvements, des associations bénévoles, non étatiques et non économiques saisissant l'espace public pour favoriser les discussions des problèmes par les citoyens afin d'y exprimer leurs points de vues. Cet espace permet en plus la critique, le contrôle du pouvoir et la formulation des opinions. Il est comme une sorte de « résonance », de réseau qui assure la communication des contenus, des prises de positions mais aussi des opinions les reliant les structures communicationnelles de l'espace public à la composante « société monde » (Habermas, 1997, p.388 et 394). Les associations sont au cœur même de la société civile marocaine. Elles diagnostiquent, regroupent, rassemblent les problèmes sociaux, les amplifient dans l'espace public et participent à les résoudre. Cette société civile fait référence à l'espace social où se constituent et agissent des actions collectives, « des courants d'opinions aux mouvements sociaux organisés » autour des thèmes culturels et sociaux. (Touraine, 1988)

Convergence face à ses limites

Le nombre de participants au Forum Social Marocain depuis sa première édition s'est vu nettement multiplié (de 400 à 2000). La participation d'un plus grand nombre constitue un point fort pour le Forum Social. Mais sa taille croissante peut engendrer un déficit organisationnel. Pour le comité d'organisation l'un des plus grands problèmes fut le logement des participants : «on veut bien accepter un plus grand nombre, mais où les loger ? » [13] En

même temps, limiter le nombre de représentants au Forum Social risque de lui attribuer un aspect élitiste « paradoxalement, il y a beaucoup de présidents d'associations qui participent » [14]. Aussi, l'évolution des Forums Sociaux en terme de diversité, de taille constituant le mouvement altermondialiste marocain sont un obstacle à cette évolution. De plus, l'étendue de la participation et les ressources attribuées sont-elles à même des défis lancés par les altermondialistes en terme de compréhension des thèmes et leur visibilité ainsi que les enjeux de chaque acteur ?

La multiplication des organisations spécialisées exprime l'évolution de la vie sociale et son raffinement, la diversification des enjeux. Si « Un autre monde est possible » excluant la marchandisation de l'être humain sous différentes formes constitue un enjeu pour lequel milite tous les altermondialistes, chaque acteur a cependant une vision propre de ce monde. Le seul enjeu pour lequel tous les altermondialistes s'accordent est les droits : Droits de l'homme, de la femme, de l'enfant, des minorités ethniques, des libertés individuelles, droits aux soins de santé, à l'éducation... Par contre, chaque acteur a ses propres enjeux selon ses objectifs et sa vision de ce que signifie pour lui « cet autre monde ». Ce qui risque de limiter cette unité par le fait même de sa diversité.

Cette diversité des enjeux peut être un obstacle à la continuité des objectifs des altermondialistes dans le cas où les buts des uns ne sont pas une priorité pour les autres. C'est le cas notamment du mouvement féministe lors du Forum Social Marocain de 2004. Bien qu'il adhère à l'altermondialisme -tout en dénonçant le néolibéralisme et son impact sur les femmes en particulier, il reste cependant distant par le choix de mener à terme leur projet de réforme du code de la famille. « Il se trouve » explique Leila Rhiwi, « que dans le cas du Maroc, vu la gravité de la situation des femmes, l'urgence est la réforme de la *Moudouana* (code de la famille) ». [15] Eparpiller les efforts, c'est courir le risque d'égarer tout un travail de longue haleine.

La vision émancipatrice étant la motivation favorisant la convergence vers le Forum Social en dépit des diversités, dans le but de se renouveler, risque à tout moment d'être entravée parce qu'elle est plus présente dans les utopies des altermondialistes que dans les liens et les réalités qui les entourent et les structurent et qu'ils n'arrivent pas encore à atteindre. La convergence vers les Forums Sociaux peut être bien guidée et instrumentalisée comme une ascension sociale par des ambitions personnelles de certains militants et dirigeants d'organisations diverses

souhaitant avancer leur carrière. Se pose alors la question de l'évolution des Forums Sociaux en terme de déficiences démocratiques internes de certaines organisations constituant le mouvement altermondialiste marocain et pouvant être un obstacle à cette évolution. Ce qui impose de s'interroger sur leur apport au renforcement des valeurs démocratiques.

Il est à noter que le manque de structuration du milieu associatif et son professionnalisme ne permet pas seul d'expliquer sa faible visibilité. L'association dans l'esprit marocain reste en général confinée dans de vieilles perceptions : associations de quartier, association caritative, ou de prestation de service. L'émergence de nouveaux mouvements sociaux comme une nouvelle expression de la société civile demeure encore timide dans l'opinion publique, les recherches scientifiques et les médias. En agissant en contre pouvoir, elle risque de retarder et de favoriser son réorganisation et son autonomie. La confiner loin de tout pouvoir, la lier au processus de prise de décision politique génère de nouveaux liens sociaux au niveau local et national et crée une dynamique démocratique. La démocratie est-elle par nature associationniste (Sue, 2003, 119) ? L'enrichissement des associations qui constituent le centre dur de la société civile au Maroc implique-t-il forcément un renforcement de la démocratie ? Une société civile robuste ne génère pas forcément l'avènement de la démocratie, elle peut l'ébranler ou servir même ceux qui s'en servent (Denoeux, 2004, p. 86). Ne peut-elle être aussi simplement qu'un gain pour les bailleurs de fonds l'utilisant comme moyen pour fragiliser les Etats ?

Il n'empêche que « la société civile est un grand trésor en terme de ressources humaines pour le développement durable et démocratique » [16] et un partenaire pour l'Etat actuellement au Maroc. Un Conseil national pour le travail associatif verra le jour pour apporter un appui technique, financier et communicationnel aux associations. Un grand nombre d'associations convergeant vers le Forum social marocain sont derrière cette initiative. Les associations sont ainsi des partenaires institutionnels dans l'élaboration des programmes et politiques nationaux afin d'unifier les critères concernant les associations. Se pose alors la question de l'autonomie et de la légitimité de la régulation institutionnelle qui risquent de poser problèmes dans le cas d'un vrai partenariat entre différents acteurs (Etats, associations, syndicats) surtout que les associations sont le plus souvent à l'origine des luttes sociales (zone de libre-échange, Droits humains, Droits des femmes, des amazighs...). Elles sont les précurseurs du Forum Social Marocain et Maghrébin et sa composante principale. Les associations ont participé à de grandes mobilisations de la société civile. Ce partenariat est-il un moyen pour porter les revendications

des altermondialistes au niveau politique ou tout simplement, un moyen de récupération des élites associatives ?

Conclusion

L'articulation entre Forum social et convergence des acteurs sociaux vers le Forum Social s'avère importante dans la mesure où elle permet d'approcher les acteurs dans leurs rapports sociaux et d'en dégager les logiques qui diffèrent d'un acteur à l'autre et les limites de cette convergence. Cette dernière fut une expérience intéressante parce qu'elle favorise un apprentissage et un travail sur soi pour la gestion de la diversité au sein de l'altermondialisme marocain. Loin d'être un idéal-type en raison des limites qui lui sont propres, le Forum Social incarne néanmoins un moyen efficace et d'une grande importance pour réinvestir l'espace public et se l'approprier. L'enjeu principal pour les altermondialistes est l'unité dans la diversité, dans un cadre démocratique, harmonieux où chaque acteur est reconnu dans sa différence à part égal. Ce qui ouvre un nouveau défi pour les altermondialistes marocains et des pistes de réflexion sur le comment vivre ensemble égaux tout en respectant la différence des uns et des autres.

Notes

[1] entretien avec un délégué syndical et membre du comité du FSMaroc, 2004

[2] Parmi les organisations associatives et syndicales et mouvements sociaux qui sont au comité de pilotage du Forum Social Marocain :

- Espace associatif : réseau de plus de 200 associations nationales
- AMSED : Association marocaine de solidarité et de développement,
- Carrefour associatif : réseau d'associations de développement et d'environnement
- FMAS : Forum marocain des alternatives
- Action jeunesse : mouvement jeune de plus de 200 associations de jeunes
- AMDH : Association marocaine de droits humains
- Attac-Maroc
- UMT : Union marocaine de travail
- CDT : Confédération démocratique du travail
- FDT : Fédération démocratique du travail
- CERAB : Centre d'études et de recherches Aziz Bilal

- Mouvement des diplômés chômeurs

[3] entretien avec un militant syndical marocain FSMaroc, 2004

[4] propos de M. Kamal Lahbib, membre fondateur du Forum Social Marocain et du Forum Social Maghrébin, juillet 2008.

[5] idem

[6] entretien avec un militant marocain, FSMaroc, 2004

[7] propos de Mr Kamal Lahbib, membre fondateur du Forum Social Marocain et du Forum Social Maghrébin, juillet 2008.

[8] ibidem.

[9] ibidem.

[10] entretien avec une féministe, membre de la coordination du Forum Social Marocain, 2004.

[11] entretien avec une militante féministe, 2004

[12] entretien avec une militante, FSMaroc, 2004.

[13] entretien avec un militant organisateur, FSMaroc, 2004

[14] entretien avec une militante Attac-maroc, 2004

[15] entretien avec Leila Rhiwi, (2004) présidente de « Printemps de l'égalité », réseau informel formé de plusieurs associations féministes dont l'objectif est de mener à terme le projet de réforme de la *Moudouana*. Une fois l'objectif atteint, ce réseau a été dissous.

[16] Réponse de Madame la Ministre du développement social, de la famille et de la solidarité au parlement, juillet 2008, consulté sur le site www.ouammou.ma/site/index.php?option=com le 6 septembre 2008.

Références bibliographiques

Amin S, *Pour un monde multipolaire*, Paris, Editions Ellypse, 2005.

Agrikoliansky E. et Sommier I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste, Forum social Européen 2003*. Paris, La Dispute, 2005.

Barthélemy M., *Associations, un nouvel âge de la participation*, Paris, Presse des Sciences Po, 2000.

Cassen B., *Tout a commencé à Porto Alegre*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

Crozier M. et Friedberg E., *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.

- Delcourt L., « Pour une grammaire des alternatives : concept, champ normatif, principes d'ordonnement », in *Mouvements altermondialistes et forums sociaux*, Louvain-la-Neuve, Cetri, 2006. Consulté sur le site : www.cetri.be/spip.php?article81
- Denoeux G., « Promouvoir la démocratie et la gouvernance dans les pays arabes : les options stratégiques des bailleurs de fonds », in Ben Nefissa S et al., *Gouvernance dans le monde arabe*, Paris, Karthala/CEDEJ, 2004.
- Dosse F., *L'empire du sens, L'humanisation des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1997.
- Habermas J., *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997.
- Houtart F. et Polet F., *L'autre Davos*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Houtart F., « Forces et limites des forums sociaux, Clôture du forum social congolais », in *Comprendre le Sud. Entre mondialisation et altermondialisation*. Louvain-la-Neuve, Cetri, 2008.
- Manière de voir, *Le Monde diplomatique*, Cetri, *En lutte ! Etat des résistances dans le monde*, décembre 2005.
- Morin E., *Introduction à la pensée complexe*, 3^e édition, Communication et complexité, Paris, ESF éditeur, 1991.
- Pleyers G., « Les forums sociaux comme modèle idéal de convergence », *Revue internationale des Sciences Sociales*, Vol. LVI, n°182, décembre 2004, pp. 507-517.
- Sidi Hida B., *Mouvements sociaux et logiques d'acteurs, les ONG de développement face à la mondialisation et à l'Etat au Maroc. L'altermondialisme marocain*. Louvain-la-Neuve, UCL/Presses Universitaires de Louvain, 2007.
- Sommier I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Champs Flammarion, 2003
- Sue R., *Société civile face au pouvoir*, Paris, Presses des Sciences Po, 2003.
- Touraine A., « Le retour de la société civile », *Le Monde*, Paris, 19 juillet 1988.
- Touraine A., *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984
- Touraine A., *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- Wieviorka M., (dir.), *Un autre monde ... Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland, 2003.